



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 9 août 2024

## **Unité Départementale de la Marne**

**Nos réf.** : D3 i 2024-621

**Affaire suivie par** : XXX

**Tél.** : 03 10 42 28 00

**Courriel** : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Objet** : Installations classées pour la protection de l'environnement : VERALLIA à OIRY. Instruction de différents porter-à-connaissance de modifications non substantielles.

**Pl** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

La société VERALLIA a transmis à Monsieur le préfet de la Marne plusieurs porter-à-connaissance concernant des modifications de son site industriel de Oiry :

- cessation d'activité de l'installation de pyrogazéification ;
- retrait d'une tour de refroidissement (TAR) ;
- demande d'aménagement concernant la rubrique 1510 ;
- mise en œuvre du procédé de poteyage ou « cracking ».

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

Considérant l'absence d'augmentation des dangers et des inconvénients susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées considère qu'il s'agit de modifications notables mais non substantielles. Celles-ci doivent être encadrées par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose de consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement : XXX

Vérifié par l'adjoint au responsable de pôle risques industriels  
chroniques santé environnement : XXX

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le  
Directeur Régional, l'adjoint au chef du service

## **1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

La société VERALLIA exploite sur le territoire de la commune de Oiry dans la Marne (51), une activité de fabrication de verre d'emballage pour les marchés des vins et spiritueux.

L'établissement est notamment encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-APC-58-IC du 17 août 2015 (rejets atmosphériques) et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 (risque incendie de la rubrique 4734).

Les rubriques ICPE principale et classant le site à autorisation sont les suivantes :

- Rubrique 2530 et 3330 (fabrication du verre) : 580 t/j (A) ;
- Rubrique 4734 (produits pétroliers) : 1 353 t (A).

Suite à des modifications effectuées et à venir, l'exploitant a adressé à l'autorité préfectorale :

- **MODIFICATION 1**  
24 février 2020 : transmission d'un mémoire de cessation d'activité de l'installation de pyrogazéification ;
- **MODIFICATION 2**  
29 septembre 2020 : transmission d'un courrier de demande de mise à jour des rubriques ICPE du site suite au retrait d'une tour de refroidissement ;
- **MODIFICATION 3**  
22 décembre 2020 : courrier de demande d'aménagement au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- **MODIFICATION 4**  
23 décembre 2021 : transmission d'un porter-à-connaissance d'un projet de mise en œuvre du procédé de poteyage ou « cracking » (substitution du graissage manuel des moules par un système automatique.

## **2 – MODIFICATION 1 : CESSATION D'ACTIVITÉ DE L'INSTALLATION DE PYROGAZÉIFICATION**

### **2.1 DESCRIPTION DU PROJET**

La cessation de l'activité de pyrogazéification, appelée installation « Biovive » et produisant du « syngas », a été notifiée au Préfet, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Détails de la mise en sécurité effectuée par l'exploitant :

- évacuation et élimination des déchets (cendres sous foyer, cendres volantes, condensats, biodiesel usagé, eaux de nettoyage des sols et des équipements) ;
- démontage des équipements et matériels : seule la cuve d'oxygène a été démantelée, le restant des équipements et matériels sont en attente de démantèlement ;
- évacuation des produits dangereux en tant que déchets dangereux (réseau syngas, cuves tampons vidées et inertées, cuve des condensats vidangée, cubitainers de biodiesel et les tuyauteries associées vidangés) ;
- limitation d'accès au bâtiment accueillant le gazéificateur (affichage et mise sous clés) ;
- mise hors tension de l'alimentation électrique et consignation du poste d'alimentation électrique ;
- consignation de la conduite syngas entre l'installation et le four verrier ;
- suppression de la conduite extérieure de syngas entre le pilote Biovive et le four verrier.
- évacuation de la biomasse et nettoyage des équipements.
- vidange et inertage du réseau syngas et cuve tampon restants.
- vidange de la cuve de stockage des condensats

Remise en état prévue par l'exploitant :

Bien qu'elles soient vidangées et consignées, l'exploitant n'a pas encore démantelé ses installations. Il indique être en cours de recherche d'une société pour le démantèlement du bâtiment accueillant le gazéifieur.

## **2.2 ÉVOLUTION DU CLASSEMENT RÉGLEMENTAIRE**

L'arrêt de cette installation a déjà entraîné la modification ou la suppression des rubriques ICPE suivantes, ayant abouti à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 :

- Suppression de la rubrique 4310 « gaz inflammable de catégorie 1 et 2 » (anciennement rubrique 1410.2) ;
- Suppression de la rubrique 2910.B2 « installation de combustion de combustibles différents de ceux visés au point 1, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW » ;
- Modification du seuil de la rubrique 4725 « oxygène » (anciennement rubrique 1220) : passage du seuil déclaratif (30,28 tonnes déclarées en 2015) à non classé (700 kg dans l'état actuel de fonctionnement du site) ;
- Evolution de la quantité de stockage de bois sous la rubrique 1532.3 sans modification du régime de classement (pour mémoire à déclaration) : passage de 15 000 m<sup>3</sup> déclarés en 2015 à 3 000 m<sup>3</sup> dans l'état actuel de fonctionnement du site.

## **2.3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'arrêté préfectoral en vigueur étant à jour sur ce point, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de réaliser une inspection spécifique sur cette installation de pyrogazéification afin de vérifier la consignation des équipements et l'avancée du démantèlement définitif, conformément au mémoire de cessation transmis le 24/02/2020.

## **3 – MODIFICATION 2 : RETRAIT D'UNE TOUR DE REFROIDISSEMENT**

### **3.1 DESCRIPTION DU PROJET**

Par courrier du 29 septembre 2020, l'exploitant a informé l'autorité préfectorale avoir retiré la dernière tour de refroidissement de son site et l'avoir remplacée par une tour adiabatique.

Le certificat de démantèlement de l'ancien tour et les justificatifs de la mise en place de la nouvelle tour ont été transmis par l'exploitant à l'inspection.

Les documents techniques transmis par l'exploitant indiquent que

- l'installation dispose d'un système de pré-refroidissement à l'eau (pré-humidification de l'air avant son passage sur l'échangeur thermique) ;
- le risque de développement de bactéries du type *Légionella* est réduit au minimum si les consignes d'utilisation sont bien appliquées.

## **3.2 ÉVOLUTION DU CLASSEMENT RÉGLEMENTAIRE**

L'exploitant sollicite la suppression de la rubrique ICPE 2921 de son arrêté préfectoral.

## **3.3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

En l'état, l'inspection considère que la nouvelle tour adiabatique doit être regardée comme une installation de « Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air » - rubrique ICPE 2991 (installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère).

La demande de l'exploitant de supprimer la rubrique ICPE 2921 de son arrêté préfectoral n'est donc pas recevable car sa nouvelle installation présente un risque potentiel de développement de bactérie de type *Légionella*. L'installation doit donc continuer à être encadrée par les prescriptions de la rubrique ICPE 2921.

## **4 – MODIFICATION 3 – DEMANDE D'AMÉNAGEMENT DE PRESCRIPTION DE LA RUBRIQUE 1510**

### **4.1 DESCRIPTION DU PROJET**

Par courrier du 22 décembre 2020, l'exploitant a transmis à l'autorité préfectorale une demande d'aménagement au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 qui dispose que :

« *L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :*

*[...]*

*- de robinets d'incendie armés (RIA), situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. [...]* »

Sur la base des moyens techniques et organisationnels mis en place et d'une étude d'ingénierie incendie, l'exploitant sollicite la possibilité de pouvoir déroger à la mise en place de RIA sur ses bâtiments de stockage qui relèvent de la rubrique 1510.

Les moyens techniques et organisationnels mis en place par l'exploitant au niveau des différents entrepôts de stockage de produits finis sont les suivants :

- système de détection multiponctuel de fumée par aspiration avec report d'alarme en salle de contrôle 24/24h et 7/7j et sur le téléphone du chef d'équipe ;
- 8 poteaux incendie situés à moins de 100 m des entrepôts (débit minimal de 77 m<sup>3</sup>/h avec 1 bar de pression, alimentés par une réserve de 840 m<sup>3</sup> d'eau de forage) ;
- des extincteurs adaptés aux risques (type ABC) et des extincteurs mobiles à eau pulvérisée (3x50 l) ;
- 50 équipiers formés en tant qu'Equipier de Seconde Intervention (ESI) en heures ouvrées et au minimum 5 ESI hors heures ouvrées, avec un délai d'intervention de moins de 10 min ;

L'étude d'ingénierie incendie indique que :

- les flux thermiques modélisés ne sortent pas du site ;
- aucun effet domino entraînant l'inflammation d'installation proche n'est attendu.

Mesures compensatoires prévues :

- Pour compenser l'absence de RIA, l'exploitant prévoit la mise en place d'extincteurs mobiles supplémentaires dans les entrepôts.

### **4.2 ÉVOLUTION DU CLASSEMENT RÉGLEMENTAIRE**

Sans objet.

### **4.3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La demande de l'exploitant se base sur l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 dispose que :

« Le pétitionnaire peut, sans préjudice de la mise en œuvre des alternatives définies dans l'annexe II du présent arrêté, demander en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement (installations soumises à enregistrement), au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, l'aménagement des prescriptions du présent arrêté pour son installation.

A cet effet, le pétitionnaire fournit au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités, soit une étude d'ingénierie incendie spécifique soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1er, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.

En cas d'application de cet article, le préfet sollicite l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur le projet d'arrêté d'enregistrement. »

Sollicité par l'inspection des installations classées, le service départemental d'incendie et de secours de la Marne (SDIS 51) a rendu le 27 février 2023 un avis favorable sur la demande de l'exploitant sous réserve de la mise en place des éléments suivants :

- l'exploitant augmente de manière significative le nombre d'extincteurs et par des dispositifs mobiles de 50 litres permettant une attaque rapide et massive ;
- la pression des poteaux incendie n'étant pas suffisante, l'exploitant met en place une moto-pompe pour alimenter les lances. Ce point est déjà prescrit par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019.

L'exploitant a démontré que sa demande d'aménagement :

- ne crée pas de risque supplémentaire ;
- n'induit pas d'effets sortant du site ;
- n'induit pas d'effets domino.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet d'acter cet aménagement par arrêté préfectoral complémentaire accompagné de la mesure compensatoire suivante :

- l'exploitant augmente de manière significative le nombre d'extincteurs et par des dispositifs mobiles de 50 litres permettant une attaque rapide et massive.

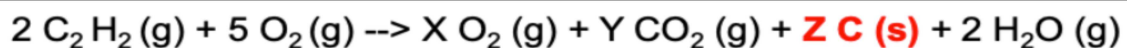
Le projet d'arrêté préfectoral devra être présenté aux membres du CODERST.

## **5 – MODIFICATION 4 - PROJET DE POTEYAGE**

### **5.1 DESCRIPTION DU PROJET**

L'exploitant a porté à la connaissance du Préfet un projet de mise en œuvre du procédé de poteyage. Celui-ci consiste à substituer le graissage manuel des moules par un système automatique de poteyage appelé « cracking » (Carboflam®E) mettant en œuvre l'utilisation d'oxygène (O<sub>2</sub>) et d'acétylène (C<sub>2</sub>H<sub>2</sub>).

Le système permet de créer une couche de protection de carbone du moule ébaucheur de la machine de soufflage des bouteilles (machine IS). Le carbone formé par la combustion incomplète d'oxygène et d'acétylène va recouvrir le moule :



3 machines IS (n°12, 13, 14) avec leur 24 sections seront équipées, pour chacune de leur section, de ce système automatique.

**Etape 1 :** stockage d'acétylène (C<sub>2</sub>H<sub>2</sub>) – rubrique ICPE 4719 (régime de la déclaration) :

- 3 pans avec des murs coupe-feu 2 heures, d'une hauteur de 3 m ;
- 1 pan avec un grillage de 2 m de haut équipé d'un portail fermant à clés

**Etape 1bis :** Stockage d'oxygène (O<sub>2</sub>) – rubrique ICPE 4725 (sous le seuil de la déclaration) :

- 3 pans avec des murs coupe-feu 2 heures, d'une hauteur de 3 m ;
- 1 pan avec un grillage de 2 m de haut équipé d'un portail fermant à clés

**Etape 2 :** Distribution des gaz :

- réseau de distribution enterré jusqu'au bâtiment, qui chemine en cave et remonte au niveau des postes utilisateurs ;
- mélange des gaz uniquement au moment du cracking, au niveau des moules des machines IS ;

**Etape 3 :** Poteyage – cracking brûleur (Carboflam®E) – rubrique ICPE non concerné par le 2910 qui ne concerne pas la combustion de C<sub>2</sub>H<sub>2</sub>. Principe :

- Ouverture du moule / positionnement du système Carboflam®E au-dessus du moule
- Cracking pendant la phase de fermeture du moule ;
- Retrait du système Carboflam®E et envoi des paraisons (verre en fusion) dans le moule.

## 5.2 ÉVOLUTION DU CLASSEMENT RÉGLEMENTAIRE

Le projet fait évoluer le classement du site vis-à-vis de la nomenclature des ICPE, avec l'introduction d'une nouvelle rubrique soumise à déclaration (4719 – acétylène) :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime de classement*
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t Quantité Seveso seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t Quantité Seveso seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t	676 kg dont cracking : 576 kg autres usages : 100 kg	D
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t	1 024 kg dont cracking : 924 kg autres usages : 100 kg	NC

\*D : Déclaration ; NC : Non classé

L'établissement n'a pas de statut SEVESO, ni par dépassement direct ni par la règle des cumuls car aucun ratio calculé ne dépasse 1.

## 5.3 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La rubrique ICPE 4719-2 est réglementée par l'arrêté ministériel du 10 mars 1997, modifié. Dans son porter-à-connaissance, l'exploitant a fourni un bilan de conformité par rapport à cet arrêté ministériel pré-cité : aucune demande d'aménagement de prescription n'a été sollicité.

### Risques chroniques :

L'exploitant a analysé les impacts potentiels de son projet sur la ressource en eau, l'air, les déchets, le bruit, les vibrations, le sol, le sous-sol, le trafic routier, le paysage, la consommation énergétique, les émissions lumineuses et la santé.

Le projet n'est pas à l'origine d'impacts environnementaux et sanitaires significatifs.

### Risques accidentels :

Les phénomènes dangereux modélisés dans le cadre de l'analyse des risques n'ont pas d'effets significatifs :

- ils ne sortent pas de l'emprise du site et n'impactent pas de tiers ;
- ils ne provoquent pas d'effet domino

L'exploitant a prévu des moyens de prévention des risques : vérifications périodiques des équipements (pression, état physique, fuites, encrassement).

En plus des moyens existants (extincteurs, RIA, groupe moto-pompe mobile et poteaux incendie), l'exploitant prévoit la mise en place de moyens spécifiques au projet (extincteurs à poudre, colonne sèche pour refroidissement de bouteilles).

## 6- SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS DES RUBRIQUES ICPE DU SITE

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Actuel (APC de 2019)		Projet	
		Quantité autorisée	Ré-gime*	Quantité autorisée	Ré-gime*
2530-1a	Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. pour les verres sodocalciques : a) supérieure à 5 t/j	580 t/j	A	Sans changement	
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 t/j	Four à boucle régénérateur (580 t/j)	A	Sans changement	
4734-2a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : [...] gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.	Total : 1 353 t  - fioul lourd : 2 cuves de 630 m <sup>3</sup> (1 241 t) - fioul domestique (groupe de secours) : 1 cuve de 20 m <sup>3</sup> (17 t) - GNR : 1 cuve de 12 m <sup>3</sup> (10 t) - fioul domestique : 1 cuve de 90 m <sup>3</sup> (76 t) - résidus de fioul : 1 cuve de 10 m <sup>3</sup> (9 t)	A	Sans changement	
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] : 2. [...], le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	240 692 m <sup>3</sup> (pour 30 000 t stockées)  MPF A : 24 908 m <sup>3</sup> MPF B : 22 523 m <sup>3</sup> MPF C : 12 416 m <sup>3</sup> MPF D : 6 560 m <sup>3</sup> MPF E : 19 956 m <sup>3</sup> MPF F : 88 938 m <sup>3</sup> MPF G : 49 447 m <sup>3</sup> MPF H : 15 944 m <sup>3</sup>	E	Sans changement	
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs	-	DC	Sans changement	
1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues [...] : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	3 000 m <sup>3</sup> Palettes bois	D	Sans changement	
2515-1b	1. Installations de broyage [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant	Total : 127,5 kW  2 broyeurs : 15 kW et	D	Sans changement	

	concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	7,5 kW 2 mélangeuses de calcin : 63 kW et 42 kW			
2565-2b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique [...] 2. Procédé utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Dégraissage dans une cuve de 1 400 l de barcène	DC	Sans changement	
2910-A2	Installation de combustion A. consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique. La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Total : 4 MW 2 chaudières mixtes gaz-fioul : 2 MW chauffage locaux gaz naturel : 0,9 MW groupe électrogène : 1,1 MW	DC	Sans changement	
2921-1b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	TAR JACIR : 1 023 kW	DC	TAR : 1 181 kW	DC
4711-2	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 10 kg mais inférieure à 200 kg	20 kg (poudre de nickel)	D	Sans changement	
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t Quantité Seveso seuil bas : 5 t Quantité Seveso seuil haut : 50 t	-	NC	676 kg dont cracking : 576 kg autres usages : 100 kg	D

\* A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration ; NC : non classé.



## **7- RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE**

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.*

*En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »*

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : « la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

- 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2
- 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [aucun arrêté actuellement en vigueur]
- 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement rappelées ci-après :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ».*

## **8- CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION**

La société VERALLIA a porté à la connaissance de monsieur le préfet plusieurs projets de modification de ses installations (cessation d'activité de l'installation de pyrogazéification, retrait d'une tour de refroidissement, demande d'aménagement concernant la rubrique 1510 et mise en œuvre du procédé de poteyage ou « cracking »).

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que ces modifications ne sont pas substantielles. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer les modifications par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'inspection propose de consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.



PRÉFET DE LA MARNE

Arrêté N°..... du ...

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°XXX du XXX  
société VERALLIA France à Oiry

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719 (stockage acétylène) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 autorisant la société VERALLIA France à exploiter ses installations de fabrication de verre, sur la commune de Oiry ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-APC-58-IC du 17 août 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 ;

**VU** les modifications notables portées à la connaissance du préfet par la société VERALLIA le 29 septembre 2020 concernant le remplacement d'une tour aéroréfrigérante par une tour adiabatique ;

**VU** la demande d'aménagement du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, transmise le 22 décembre 2020 par la société VERALLIA au préfet ;

**VU** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Marne (SDIS 51) en date du 27 février 2023, sur la demande d'aménagement de l'exploitant pré-citée ;

**VU** les modifications notables portées à la connaissance du préfet par la société VERALLIA le 23 décembre 2021 concernant le projet de mise en œuvre d'un procédé de « poteyage » sur son installation ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du XXX

**VU** l'avis en date du XXX du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**VU** le projet d'arrêté porté le XXX à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du XXX

**CONSIDÉRANT** que les projets de modifications ne constitue pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que bien que les modifications envisagées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> – Autorisation

La société VERALLIA, dont le siège social est situé Tour CARPE DIEM, place des Corolles – Esplanade Nord sur la commune de Courbevoie (92400), et dont le site d'exploitation est implanté en Zone Industrielle de la commune de Oiry (51530), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations en respectant, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2 – Tableau des rubriques de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-APC-175-IC du 13 décembre 2019 est remplacé par les tableaux suivants :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2530-1-a	Fabrication et travail du verre, la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant : 1. pour les verres sodocalciques : a) supérieure à 5 t/j	580 t/j	A
3330	Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Four à boucle régénérateur (580 t/j)	A
4734-2-a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : [...] gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd [...] La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.	Total : 1 353 t - fioul lourd : 2 cuves de 630 m <sup>3</sup> (1 241 t) - fioul domestique (groupe de secours) : 1 cuve de 20 m <sup>3</sup> (17 t) - GNR : 1 cuve de 12 m <sup>3</sup> (10 t) - fioul domestique : 1 cuve de 90 m <sup>3</sup> (76 t) - résidus de fioul : 1 cuve de 10 m <sup>3</sup> (9 t)	A
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] : 2. [...], le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	240 692 m <sup>3</sup> (pour 30 000 t stockées)  MPF A : 24 908 m <sup>3</sup> MPF B : 22 523 m <sup>3</sup> MPF C : 12 416 m <sup>3</sup> MPF D : 6 560 m <sup>3</sup> MPF E : 19 956 m <sup>3</sup> MPF F : 88 938 m <sup>3</sup> MPF G : 49 447 m <sup>3</sup> MPF H : 15 944 m <sup>3</sup>	E
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés	-	DC

	3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs		
1532-2-b	Bois ou matériaux combustibles analogues, [...] : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	3 000 m <sup>3</sup> Palettes bois	D
2515-1-b	1. Installations de broyage [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Total : 127,5 kW  2 broyeurs : 15 kW et 7,5 kW 2 mélangeuses de calcin : 63 kW et 42 kW	D
2565-2-b	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique [...] 2. Procédé utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Dégraissage dans une cuve de 1 400 l de barcène	DC
2910-A-2	Installation de combustion A. consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du fioul domestique. La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Total : 4 MW  2 chaudières mixtes gaz-fioul : 2 MW chauffage locaux gaz naturel : 0,9 MW groupe électrogène : 1,1 MW	DC
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	TAR : 1 181 kW	DC
4711-2	Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel. 2. Supérieure ou égale à 10 kg mais inférieure à 200 kg Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 1 t.	20 kg (poudre de nickel)	D
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Total : 676 kg  cracking : 576 kg autres usages : 100 kg	D

	2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t Quantité Seveso seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t Quantité Seveso seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t		
--	---	--	--

A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – DC : Déclaration avec contrôles périodiques

Tableau des rubriques présentes mais non classées :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime *
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t (A) ; 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t (D).	0,4 t	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D).	0,02 t	NC
4321	Aérosols "extrêmement inflammables" ou "inflammables" de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D).	0,02 t	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) ; 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) ; Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t.	0,792	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC) ; Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	1,528 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) ; 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC). Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t	0,091 t	NC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t	Total : 1 024 kg cracking : 924 kg autres usages : 100 kg	NC

\*NC : Non classé

### ARTICLE 3 – Moyens de lutte contre l'incendie relatifs à la rubrique 1510

Un aménagement au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 est autorisé :

« Article 13 -Moyens de lutte contre l'incendie

*L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :*

**- 8 poteaux incendie situés à moins de 100 m des entrepôts, utilisables en simultanée, (débit minimal de 77 m<sup>3</sup>/h avec 1 bar de pression, alimentés par une réserve de 840 m<sup>3</sup> d'eau de forage) ;**

*Les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.*

*Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.*

*L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :*

**- un nombre important d'extincteurs adaptés aux risques (type ABC) et des extincteurs mobiles à eau pulvérisée (3x50 l),** répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

**- des motopompes mobiles permettant d'alimenter les lances à partir des poteaux incendie, utilisables en simultanée.**

*- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.*

[...]"

### ARTICLE 4 – Stockage d'acétylène

Les stockages d'acétylène (C<sub>2</sub>H<sub>2</sub>) sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719.

## **ARTICLE 5 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département *[nom du département]* pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux .

## **ARTICLE 7 – EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Oiry, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.